



OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC BOBO.

Page 19

Deuxième session de 2016 du comité régional pour la sécurisation foncière en milieu rural (CORE / SFR): Les acteurs veulent accompagner les structures locales de gestion foncière. Page 4.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°242 du dimanche 18 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 10.
- **Activités du gouvernement.** p. 6.

Dîner-débat du Club des Hommes d'Affaires Franco-Burkinabè: L'emploi des jeunes au menu des échanges

Région du Centre



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Dîner-débat du Club des Hommes d'Affaires Franco-Burkinabè: L'emploi des jeunes au menu des échanges

Région du Centre



Le présidium.

Le Club des Hommes d'Affaires Franco-Burkinabè a organisé un dîner-débat le jeudi 15 décembre 2016 à Ouagadougou. Les acteurs du monde des affaires se sont penchés sur l'épineuse question de l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso. Pour mieux appréhender le contexte de l'emploi au Burkina Faso, c'est le ministre de la jeunesse de la formation et de l'insertion professionnelle Jean Claude BOUDA qui a animé la communication.

La jeunesse constitue la franche la plus importante de la population burkinabè. Mais force est de constater que cette jeunesse peine à s'employer. Préoccupé par ce problème, c'est sous le thème « Emploi des jeunes et entrepreneuriat au Burkina Faso : Etats des lieux et perspectives », que le Club des hommes d'affaires Franco-Burkinabè a placé le présent dîner-débat.

Selon les résultats de l'Enquête Multisectorielle Continue(EMC) réalisée en 2014, 79,8% de la

population burkinabè a moins de 35 ans. Ce dividende démographique s'il est mis à profit selon le ministre Jean Claude BOUDA, peut favoriser un développement durable. Mais à en croire le ministre, au Burkina Faso plusieurs facteurs sont à l'origine du chômage des jeunes. Le premier responsable du ministère de la jeunesse a d'abord pointé du doigt la formation des jeunes. Selon lui, il n'y a pas une adéquation entre la formation et les besoins du moment. « Le système éducatif forme des chômeurs or nous voulons un système qui forme des

La suite à la page 3.



ÉCONOMIE

La suite de la page 2.

entrepreneurs » a-t-il ajouté.

Avec ce taux de chômage élevé, les regards sont tournés vers l'Etat pour la création des emplois. A cet effet le communicateur du jour a pris le soin d'égrener les trois grands bassins d'emplois au Burkina Faso. Il s'agit du bassin agricole qui représente 77,3% de la main d'œuvre, le bassin informel 16,5% et le bassin moderne représente 6%. Au regard de ces chiffres, Jean Claude BOUDA affirme que l'Etat a lui seul ne pas résoudre le problème du chômage. Cependant, il estime que l'Etat doit créer un climat favorable pour le secteur privé qui est le potentiel créateur d'emploi.

Face à ce problème crucial que faire ?

Le ministre de la jeunesse de la formation et de l'insertion professionnelle a fait le point des actions mises en œuvre par le gouvernement pour favoriser l'emploi des jeunes. Mais pour résoudre à souhait le problème de l'emploi des jeunes plusieurs défis méritent d'être relevés. Il s'agit du renforcement de l'adéquation entre la formation et les besoins des entreprises, l'appui des jeunes aux montages des plans d'affaire. Outre cela, il convient



Jean Claude BOUDA, ministre de la Jeunesse de la formation et de l'insertion professionnelle.



Mathieu BAYALA, Président du Club des hommes d'affaires franco burkinabè.

d'inculquer l'esprit d'entreprise aux jeunes car pour le ministre « on ne naît pas forcément entrepreneurs, on peut le devenir ». Jean Claude BOUDA garde l'espoir que la situation de l'emploi des jeunes connaîtra une amélioration les années à venir car l'axe II du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) met l'accent sur la formation du capital humain.

A la fin de la communication, c'est un

débat bien nourri entre le ministre et les hommes d'affaires qui a mis fin à la soirée. Le président du Club des hommes d'affaires Mathieu BAYALA a remercié le Ministre de la Jeunesse pour sa disponibilité. « Cette activité de dîner-débat entre dans le cadre des objectifs du Club des Hommes d'Affaires Franco Burkinabè » a laissé entendre Mathieu BAYALA.

M'pempé Bernard HIEN



Les participants.



Deuxième session de 2016 du comité régional pour la sécurisation foncière en milieu rural (CORE / SFR)

Les acteurs veulent accompagner les structures locales de gestion foncière

Région des Cascades



Madame le haut commissaire de la province de la Léraba représentant Mme le gouverneur des cascades.

Dans le souci d'apporter des solutions durables aux questions foncières rurales, le gouvernement Burkinabé avec la collaboration des partenaires au développement et de la société civile, a adopté par le décret n°2007-610/PRES/PM/MAHRH d'octobre 2007, la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSF/MR). Suite à l'adaptions de cette politique, la loi n°034-2009/AN du 16 Juin 2009 portant Régime foncier rural et ses décrets d'application prioritaires ont été adoptés.

La loi en ces articles 91 à 93 instruit

la création d'une instance nationale de concertation, de suivi et d'évaluation de la politique et de la législation foncière rurale. Les comités régionaux qui sont des démembrements de celui national sont installés à ce même titre et chaque comité régional, doit se réunir en séance ordinaire deux fois par ans. En application à cette recommandation, le comité régional pour la sécurisation foncière en milieu rural CORE-SFR des Cascades installé depuis le 06 Septembre 2011 a tenu sa deuxième session annuelle à Sindou le Lundi 05 Décembre 2016, pour échanger autour du thème : les outils de prévention et gestion des

conflits fonciers.

Toutes les analyses de la problématique du développement rural faites au BF, pays essentiellement agricole convergent vers un même point : la sécurisation foncière des acteurs ruraux est une condition incontournable pour un développement économique et social durable.

Le Comité Régional pour la Sécurisation Foncière en Milieu Rural (CORE-SFR) Cascades a choisi ce thème afin de permettre à tous les acteurs impliqués dans la gestion des différends fonciers de s'outiller pour prévenir et gérer les éventuels conflits

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

fonciers dans la Région des Cascades.

La région des Cascades dispose encore de réserves foncières relativement importantes, elle reçoit actuellement des flux migratoires en provenance du plateau Central mais aussi et surtout des autres Zones agricoles voisines pour ce qui est des enjeux majeurs, il faut le souligner que très récemment, la Région est devenue une Zone privilégiée d'accueil des rapatriés de la Côte-D'Ivoire. Elle accueille également les orpailleurs et les éleveurs pasteurs en provenance du Houet, du Poni, des Banwa, qui anciennement transhumaient en direction de la Côte d'Ivoire et qui avec la situation d'insécurité dans ce pays, ont tendance à se sédentariser dans la région des cascades. Pourtant la réduction du pâturage du fait de l'extension des cultures et l'occupation des axes de transhumance sont à l'origine de nombreux conflits parfois ouverts entre éleveurs et agriculteurs, situation qui met à mal le vivre ensemble dans la région. Tous ces éléments font de la zone, une zone à fort potentiel de conflits.

L'objectif de la deuxième session de 2016 du CORE /SFR vise à créer les conditions pour une coexistence pacifique entre acteurs du foncier rural.

Il s'agit aussi pour les membres du CORE/SFR des Cascades de mieux appréhender les enjeux autour des conflits fonciers en milieu rural et leurs impacts socio-économique afin d'identifier les pistes d'action concrètes pour accompagner les structures locales de gestion foncière dans leur mission de prévention des conflits fonciers en milieu rural.

Jean-Paul YEKPAYE pour SCI



Les participants.



Initiative for Global Development (IGD) examine avec le Président du Faso les possibilités de création d'emplois

Région du Centre



Le Président du Faso recevant son hôte.

Le président du réseau Initiative for Global Development (IGD) a été reçu en audience ce jeudi 15 décembre 2016 par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE. Le Dr Mima S. NEDELCOVYCH était pour l'occasion accompagné du Secrétaire permanent du Conseil présidentiel pour l'Investissement, le Dr Edouard Kouka TAPSOBA.

Initiative for Global Development (IGD) est un réseau mondial de chefs d'entreprises basé à Washington. Ses membres viennent de plusieurs parties du globe dont les Etats Unis d'Amérique et l'Afrique.

Ils s'intéressent particulièrement aux secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'agro-industrie. Le Dr Mima S. NEDELCOVYCH, qui connaît le Burkina depuis les années 1990, dit être venu examiner avec le chef de l'Etat burkinabè, les conditions pour drainer « les meilleurs investisseurs européens et asiatiques vers le Burkina ». Le Dr NEDELCOVYCH a confié avoir un faible pour le potentiel burkinabè en matière d'énergies renouvelables et l'agro-industrie. Il s'est félicité de l'annonce hier de l'éligibilité du Burkina Faso à un deuxième Compact et a exprimé sa disponibilité à examiner avec la nouvelle administration américaine,

la possibilité d'introduire des investissements privés aux côtés des investissements publics dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième MCC.

Pour le Dr Mima S. NEDELCOVYCH, il est important que les entreprises privées créent la croissance en participant à la création d'emplois pour résorber le chômage de nombreux jeunes diplômés. Des discussions plus détaillées seront menées avec les différents chefs de départements ministériels pour approfondir ces questions.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Des états généraux comme remèdes à notre système de santé

Région du Centre



Le Président du Faso.

Le Ministère de la Santé organise du 15 au 18 décembre 2016, les états généraux des hôpitaux du Burkina Faso. Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé l'ouverture des travaux, ce jeudi 15 décembre à Ouagadougou. 472 participants, issus des structures sanitaires, des institutions publiques, des structures administratives du ministère de la Santé, des partenaires sociaux, techniques et financiers, des organisations de la société civile, des ordres professionnels, etc., sont conviés pour se pencher durant 4 jours sur le thème : « Hôpital public : quelles réformes pour des soins de qualité dans le contexte de l'assurance maladie universelle ».

Ces assises nationales visent l'amélioration de la performance des

hôpitaux pour garantir des soins de qualité à tous les citoyens burkinabè sans considération de leur situation socioéconomique. Elles devraient permettre d'identifier les problèmes prioritaires des hôpitaux et de définir une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations issues des échanges. Ces états généraux sur les hôpitaux bénéficient du soutien de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Leur représentant à la tribune de la cérémonie officielle a salué le dynamisme du système de santé du Burkina Faso, à travers les nombreuses réformes initiées.

Monsieur Andrew YOUNG, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Burkina et porte-parole des PTF s'est félicité de l'instauration de la gratuité des soins pour les femmes et les enfants. Ce qui est pour lui, «un bon début de l'assurance maladie universelle ». Il a réaffirmé l'engagement des PTF à

accompagner le gouvernement dans ses efforts d'amélioration de la santé. Pour le Président du Faso, cette rencontre sur la santé « répond à la volonté du Gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des réformes dans ce secteur, afin de relever la qualité des soins de santé au profit des populations ». Il a invité tous les acteurs, notamment les professionnels de la santé du public et du privé, les Partenaires Techniques et Financiers, les partenaires sociaux à s'engager dans la même dynamique pour poser sans complaisance « le diagnostic complet des problèmes qui entravent le bon fonctionnement de nos hôpitaux et de proposer des solutions pratiques et durables ». Le chef de l'Etat a rassuré les participants de l'attention que le gouvernement accordera aux conclusions des états généraux sur les hôpitaux.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



COMMUNIQUE

Évolution du dossier Norbert ZONGO :

COMMUNIQUE DU PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE OUAGADOUGOU

Après avis du juge d'instruction en charge du dossier dit "Norbert ZONGO", le Procureur Général près la Cour d'Appel de Ouagadougou porte à la connaissance de la population, ce qui suit :

1°) Le 30 mars 2015, le Parquet Général près la Cour d'appel de Ouagadougou requérait la réouverture de la procédure d'information relative à l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO et de ses compagnons.

2°) Le juge d'instruction du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou saisi, après avoir pris une décision dans le sens de la réouverture du dossier, a, en dépit des nombreuses difficultés créées dans la procédure par l'écoulement du temps, mené depuis lors des différentes investigations ; à la date de ce jour, il a posé d'importants actes allant dans le sens de la manifestation de la vérité. Ainsi il a pu :

. Procéder à l'inculpation de trois personnes pour assassinat et destruction de bien. Ces trois personnes sont présentement sous mandat de dépôt et gardées à la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou ;

. Procéder à l'audition de plusieurs dizaines de personnes dont certains n'ont pu être retrouvées qu'au prix d'innommables efforts ;

. Retrouver et mettre sous scellé, l'épave d'un véhicule 4x4 double cabine présumé être le moyen de transport des auteurs du forfait (assassinat) ;

. Demander par commissions rogatoires, notamment la clarification sur certains détails concernant le véhicule saisi. Sur ce dernier point, les résultats sont toujours attendus.

L'ensemble de ces diligences et résultats atteints ont permis de donner une certaine lisibilité à la procédure. Aussi, sans pouvoir fixer une date pour le jugement de cette affaire, nous sommes fondés à croire que son dénouement ne devrait plus se faire longtemps attendre.

3°) Les acteurs de la justice ont conscience des fortes attentes de la population par rapport au règlement des dossiers dits "sensibles" ou "suivis" et nous pouvons vous rassurer que les juges en charges de ces dossiers font tout ce qui est légalement possible pour répondre à la soif de la justice dont l'assouvissement conditionne en grande partie la stabilité de notre pays et partant, son développement. Nous restons convaincus, qu'en gardant à l'esprit, et à tous les niveaux, que notre pays revient de loin, nous saurions tous accompagner notre justice pour qu'elle y parvienne.

Ouagadougou, le 14 décembre 2016

**Le Procureur Général près la Cour
d'Appel de Ouagadougou**

Laurent PODA



COMMUNIQUE DE PRESSE

Enquêtes parlementaires : la proposition de loi suit son cours

Les commissions d'enquêtes parlementaires sur le foncier urbain et sur les mines ont rendu publics leurs rapports d'enquêtes respectivement les 13 et 25 octobre 2016. Les conclusions probantes ont été unanimement saluées par l'opinion.

Afin d'envisager la mise en œuvre des principales recommandations validées par la plénière, avec sérénité et dans le respect des textes en vigueur, l'Assemblée nationale a soumis au Gouvernement une proposition de loi portant retrait de parcelles illégalement acquises sur la période de 1995 à 2015 au Burkina Faso. Le texte a été accompagné d'un exposé des motifs qui sous-tend la proposition. Ladite proposition de loi est en examen au niveau du Gouvernement et l'Assemblée ne doute pas de l'issue de la proposition de loi. Entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement, les rapports sont au beau fixe pour le respect de la procédure législative dans le cadre des différentes commissions d'enquêtes.

**La Direction générale des médias
de l'Assemblée nationale**



CAMEROUN

12 au 16 décembre 2016

**Atelier de formation à l'assurance
qualité externe - IIPE UNESCO**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE: Lab Advisor

Description

Contexte

Solthis est une ONG médicale internationale qui vise à améliorer l'accès aux soins pour les personnes dans les pays à ressources limitées. Son action repose sur trois modes d'intervention : le renforcement des systèmes de santé, la recherche et le plaidoyer opérationnel.

Résumé du Projet

Ce poste rentre dans le projet OPP-ERA (<http://opp-era.org>), phase 2 financée par UNITAID.

La solution innovante d'OPP-ERA vise à améliorer le suivi du VIH-1 en augmentant l'accès à des tests de routine et abordables de charge virale et de Diagnostic infantile du VIH dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Elle contribue à l'élan mondial, mettant en pratique les engagements stratégiques de l'ONUSIDA 90-90-90 et les directives de l'OMS « Traiter tout le monde ». Les OPP (plateformes polyvalentes ouvertes) sont appropriées pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et sont très performantes. La nature ouverte de la plateforme permet aux nouveaux fournisseurs de composants complémentaires de la plateforme d'entrer sur le marché et d'accroître la concurrence. Le projet vise à stimuler un approvisionnement durable des composants de qualité de l'OPP et créer un changement dans la dynamique actuelle du marché des examens de biologie moléculaire.

L'objectif du projet est d'accroître la couverture efficace des tests des charge virale pour les patients VIH / SIDA et de démontrer

l'utilisation polyvalente de l'OPP (avec le diagnostic de la tuberculose et de l'hépatite B notamment) dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Dans le cadre du projet, nous avons l'intention de contribuer de manière significative à l'accès élargi à des examens biologiques VIH dans les quatre pays du projet (Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire et Guinée), en complémentarité avec d'autres technologies (plates-formes intégrées et POC).

Le résultat du projet est une utilisation accrue des OPP pour les examens de charge virale et le diagnostic précoce de l'enfant au niveau mondial. Ainsi, nous avons l'intention de contribuer à l'élargissement et l'utilisation globale des OPP, ouvrant le marché de l'OPP. De cette façon, les pays bénéficiaires peuvent choisir la solution de diagnostic la plus appropriée en fonction des besoins. Par conséquent, l'impact sur le marché est prévu à la fois sur l'offre et la demande.

Le projet est géré par un consortium (ANRS, Expertise France, Sidaction et Solthis) et Solthis conduira la phase 2 (trois ans) et sera le point focal pour la communication et le reporting à UNITAID. L'équipe de coordination OPP-ERA (7 personnes), responsable de la gestion globale du projet pour le consortium, est donc basée au siège de Solthis à Bagnolet.

L'équipe de coordination OPP-ERA est composé de: le directeur de projet, un responsable des achats, un responsable de l'approvisionnement et de la chaîne d'approvisionnement, un virologue principal, un conseiller Labo, un gestionnaire de données et un responsable administratif et

financier.

Dans le cadre de la phase 2, nous recherchons un Conseiller Laboratoire.

Résumé du Poste

Le conseiller Laboratoire, sous la responsabilité du directeur du projet, en étroite collaboration avec le directeur scientifique et le consultant virologue, renforcera les capacités des 14 laboratoires des quatre pays et assurera la supervision technique et la supervision des activités du projet (7 laboratoires ont déjà été mis en place lors de la phase 1).

Il / elle effectuera des évaluations des besoins en laboratoire dans les pays, appuiera la mise en place de 7 nouveaux laboratoires, concevra et mettra en œuvre des programmes de formation pour le personnel de laboratoire.

Il/elle fournira également un soutien continu aux laboratoires existants, effectuera régulièrement des évaluations des laboratoires, supervisera la mise en œuvre du test de la charge virale et fera un suivi régulier des activités de laboratoire, participera à l'analyse des données de tests de charge virale ainsi que des contrôles de qualité en collaboration avec le consultant virologue.

Tâches et responsabilités

Le conseiller en laboratoire devra:

Soutenir la mise en place de 7 nouveaux laboratoires:

Réaliser des évaluations des besoins en laboratoire dans les pays et concevoir des plans d'action pour la mise en œuvre en collaboration avec le Ministère de la Santé et les autres parties prenantes nationales.

Collaborer avec l'équipe

La suite à la page 11.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 10.

d'approvisionnement pour sélectionner et acheter l'équipement et les produits de laboratoires

Fournir une formation aux techniciens et aux biologistes (y compris la préparation des modules de formation et du matériel)

Assurer un encadrement et une supervision pour assister les laboratoires.

Faire le suivi des activités réalisées dans les 14 laboratoires (7 laboratoires actuels et 7 nouveaux laboratoires):

S'assurer que:

– Les normes et standards de qualité nationaux sont mis en place

– Les systèmes de contrôle qualité OPP-ERA sont respectés

– Les contrôles de qualité interne et externe (QCMD, CDC) sont mis en place

– Les Procédures et bonnes pratiques (Standard Operating Procedures pour la gestion des stocks d'inventaire, le contrôle de

la chaîne du froid, la maintenance des équipements, les indicateurs de suivi et de reporting) sont élaborés et respectés.

Identifier et analyser les problèmes liés à l'infrastructure / aux processus / procédures et proposer les ajustements nécessaires, les mesures correctives et le suivi.

Tutorat sur l'utilisation de la base de données en collaboration avec le gestionnaire de données du siège

Assurer un suivi régulier de la qualité des activités de laboratoire

– Revoir de façon hebdomadaire des indicateurs de qualité de la virologie

– Revoir la quantité des tests effectués en parallèle avec les stocks de consommables et de réactifs

Rapport et participation à la communication concernant les activités et les résultats des laboratoires:

Élaborer des rapports périodiques sur les indicateurs de laboratoire OPP-ERA et un rapport de synthèse trimestriel envoyé au Comité de Pilotage et aux pays membres.

Participer à certaines conférences internationales et à la production de posters et de publications.

Profil

Education

DUT/BTS/Licence Pro dans le domaine de l'analyse biologique et médicale, spécialité Biologie Moléculaire ayant acquis la maîtrise tant théorique qu'expérimentale des méthodes de biologie moléculaire (extraction d'ARN/ADN, RT-qPCR,...) ainsi que la connaissance et la méthodologie des Bonnes

Pratiques de Laboratoire.

Connaissances et expériences minimum requises

Expérience de 3 ans minimum en laboratoires d'analyses médicales

Expérience en matière de renforcement de laboratoires médicaux, de mise en œuvre et d'évaluation de la qualité

Expérience dans des contextes à ressources limitées et/ou modérées

Excellente maîtrise du français à l'écrit et à l'oral

Compétences rédactionnelles et informatiques: Excel, Word et Power Point

Connaissances et expériences additionnelles souhaitées

Connaissance des politiques de la santé publique internationale

Connaissances et expériences dans le domaine du VIH/SIDA

Expérience de collaborations avec différents partenaires institutionnels dont Ministères de la Santé

Bonne maîtrise de l'anglais à l'écrit et à l'oral

Caractéristiques personnelles

Excellentes aptitudes en communication, diplomatie et reporting

Solides compétences organisationnelles et rigueur de travail

Bonnes aptitudes analytiques et de résolution de problèmes.

Capacité à travailler de façon autonome et en équipe et capacité à

hiérarchiser plusieurs tâches tout en obtenant des résultats.

Intérêt pour la santé dans le développement international.

Flexibilité notamment dans le cadre de collaborations dans des contextes interculturels variés

Conditions

Statut : « cadre »

Début du contrat : ASAP

Durée du Projet : 3 ans

Salaire et avantages : selon l'expérience professionnelle et grille Solthis + mutuelle (85% pris en charge par Solthis), tickets restaurant

La suite à la page 12.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 11

Lieu de travail : Poste basé au siège (Bagnole) avec de fréquents déplacements internationaux

Candidatures: merci d'envoyer votre candidature en français (CV, lettre de motivation, références, dates de disponibilité) à recrutement@solthis.org en mentionnant la référence « Conseiller Laboratoire

OPP-ERA », d'ici au 23 décembre 2016.

Solthis se réserve le droit de clore le recrutement avant la date limite annoncée. Merci de votre compréhension.

Ville Paris

Fonctions Etudes, Recherche, Technicien spécialiste

Activités Santé

Pays Europe, France

Contrat CDI

Date de fin de validité 23/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : UN SYSTÈME DE SANTÉ RENFORCEMENT EXPERT - ETHIOPIE

Description

UN RENFORCEMENT D'EXPERTS DU SYSTÈME DE SANTÉ

Pays : ETHIOPIE - Gambela

La position : Sous la supervision du coordonnateur sur le terrain, votre responsabilité principale sera de fournir un soutien à l'équipe d'ACF dans le projet de mener le système de santé ACF Renforcement (HSS) du diagnostic à la programmation - Une approche étape par étape. Plus spécialement, vous serez en charge de:

Préparer l'évaluation

Examiner les documents et les outils développés dans le cadre du diagnostic précédemment mis en œuvre

Adapter les outils et les méthodes identifiées, si non disponible, adapter les outils à partir du manuel HSS au contexte

Superviser la collecte et l'analyse des données primaires et secondaires

Adapter et développer des outils de collecte de données

Participer et faciliter la collecte de données

Traitement et analyse des données recueillies

Droit à l'information du point

Coordonner le travail avec les partenaires et organiser l'atelier HSS

Organiser et diriger la préparation à l'atelier

Organiser et faciliter les séances d'atelier HSS

Elaborer le rapport de diagnostic et d'organiser le plan d'action de mise en œuvre

Elaborer un rapport conjoint avec des partenaires

Organiser et animer l'atelier sur venir avec le plan d'action de mise en œuvre avec des partenaires

Le demandeur : Vous êtes titulaire un diplôme en santé publique et / ou nutrition, avec vaste expérience professionnelle dans le domaine humanitaire dans renforcementsystèmesanté. Vous avez une expérience avérée dans expérience clinique, entreprennent évaluations et surveillance de

collecte données pour analyse, et une première expérience en gestion de projet, partenariat et facilitation d'atelier. Vous êtes également reconnu pour vos compétences relationnelles et communicationnelles, formation de forte capacité et capacités de supervision d'équipe.

Votre anglais est courant (écrit et parlé)

Statut : Employé

Salaire mensuel brut allant de € 1805 à € 2305

Dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement collectif et l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Pour postuler, s'il vous plaît visitez notre site Web:

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2259/An-Health-System-Strengthening-Expert/>

Suivez nos offres d'emploi et

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

rejoignez - nous sur Facebook:
<https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/>

Fonctions **Coordination,**
Gestion de projet, Encadrement,

Direction, Etudes, Recherche

Activités **Santé**

Pays **Afrique, Ethiopie**

Contrat CDD

Date de fin de validité 2/01/2017



Avis de recrutement

POSTE: Nigeria – A Logistician in Maiduguri

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est un but non lucratif, organisation d'aide internationale non gouvernementale, non politique et non religieux. Nos équipes sont engagés à soutenir les victimes de marginalisation et exclusion des civils, ou frappés par catastrophes naturelles, guerres et effondrements économiques, en répondant leurs besoins fondamentaux. Notre objectif est de fournir secours d'urgence aux personnes déracinées dans but d'aider à retrouver leur dignité et retrouver autosuffisance. L'association mène en moyenne 190 projets par année dans les secteurs d'intervention suivants : sécurité alimentaire, santé, nutrition, construction et réhabilitation des infrastructures, eau, assainissement, hygiène entreprise économique. PUI fournit assistance à environ 5 millions personnes dans 20 pays - en Afrique, Asie, Moyen-Orient, Europe Est et France.

Renseignez-vous sur notre histoire et les valeurs

Situation et besoins humanitaires :

Avec la plus grande population

en Afrique, (entre 178.000.000 et 200.000.000 habitants), le Nigeria est classé comme la première économie en Afrique grâce à des produits du pétrole et du pétrole ainsi que des ressources minérales (or, fer, diamants, cuivre, etc ...) . En dépit d'une économie forte, le Nigeria souffre d'énormes inégalités entre riches et poors, et d'un taux élevé de corruption, à tous les niveaux.

En 2015, les élections présidentielles ont eu lieu et ont conduit à l'élection de Muhammad Buhari (ancien militaire) pour remplacer Goodluck Jonathan. Pendant les premiers mois de son élection, il a montré des efforts particuliers pour se débarrasser progressivement de la corruption, et a officiellement annoncé qu'il allait cesser de Boko Haram de porter atteinte aux personnes.

Boko Haram (qui signifie l'éducation occidentale est interdite / est un péché) et récemment rebaptisé Etat islamique en Afrique de l'Ouest après avoir prêté allégeance au groupe Etat islamique, est un terroriste sunnite et le groupe jihadiste qui cherche à créer un Kalifate en Afrique occidentale gouverné par la charia loi.

Créé en 2002 par Mohamed Yusuf

à Maiduguri (Etat de Borno), le groupe a mené des attaques armées contre les populations civiles depuis 2011. Cependant, le groupe était déjà en guerre avec les forces nationales de sécurité au Nigeria, depuis 2004, avec un pic élevé de la crise en 2009.

A partir de 2013, Boko Haram a exporté son action à l'étranger, au Cameroun, au Tchad et au Niger et a été liée à un certain nombre d'attaques enlèvements, en particulier dans le nord du Cameroun. L'intensification du conflit dans les Etats du Nord-Est de l'Adamaoua, Bauchi, Borno, Gombe, Taraba et Yobe a inévitablement entraîné le déplacement de personnes à travers les Etats en difficulté.

Une force régionale composée de soldats du Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun a lancé une offensive militaire contre Boko Haram au début de 2015 et a entraîné des pertes territoriales importantes pour le groupe d'insurgés. En Avril 2015, Boko Haram avait perdu tous ses territoires détenus, sauf son fief dans la forêt Sambisa dans l'Etat de Borno (Reuters, 05/05/2015). Les gains territoriaux par les forces régionales ont incité Boko Haram à revenir à des tactiques de guérilla, y compris des raids de villages, des enlèvements, des attentats à

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

la bombe et des attentats-suicides, ciblant de plus en plus de civils - aussi dans des zones auparavant non ciblées.

A la fin de l'année 2015, Boko Haram a été responsable de la mort de 11.000 personnes, devenant groupe terroriste le plus meurtrier du monde avant l'État islamique Groupe.

OCHA estime que près de 14,8 millions de personnes sont affectées par la crise Haram Boko dans les États du Nord - Est du Nigeria. La violence et les conflits armés ont aggravé la situation d'un des civils qui vivent déjà dans des conditions précaires et sapé les efforts de développement pour réduire la pauvreté, tendues les ressources des États et la communauté épuisé les capacités d'adaptation. Cette crise 6 ans a également mis en danger inter-communauté, coexistence inter-ethnique et inter-religieux.

A ce jour, 2,3 millions de personnes déplacées ont été enregistrées au Nigeria, et sans accès à la plupart des domaines de l'Etat de Borno, on estime que les personnes déplacées devraient en fait être d'environ 3 millions. Si certaines des personnes déplacées ont cherché refuge en dehors du Nord - Est, Adamawa, Borno, Gombe et Yobe ont été les plus touchés par la crise.

En date d'aujourd'hui, 70% des personnes déplacées enregistrées (environ 1,7 million) sont installés dans la ville de Maiduguri qui compte déjà 2,5 millions de personnes. 90% des personnes déplacées sont situés dans des communautés d'accueil.

Ces chiffres alarmants et les déplacements encore en cours menés Première Urgence Internationale de lancer une mission exploratoire en Décembre 2015 pour obtenir un

meilleur aperçu de la situation, une meilleure connaissance du contexte et de rencontrer les partenaires. Après cette visite, une évaluation des besoins multisectoriels a été menée dans la ville de Maiduguri.

Notre action dans le domaine:

Les résultats de l'évaluation ont conduit PUI à positionner dans les communautés d'accueil d'hébergement IDPS de Maiduguri ville.

Au début, la stratégie sera axée sur:

Améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables touchées par la crise via un système e-voucher

L'amélioration des moyens de subsistance et l'accès à l'eau via Non Food Items assistance via un système de bons de e

Améliorer la compréhension globale et la connaissance des besoins humanitaires dans Maiduguri à travers la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce

Cliquez ici pour plus d'informations au sujet de notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités au Nigeria, nous sommes à la recherche d'un Logisticien.

Le Logisticien est responsable de la bonne ouverture de la base et le bon fonctionnement de ses services de logistique, en conformité avec les procédures de PUI et les donateurs.

Gestion de l'équipe : Il / Elle supervise le recrutement, la formation, l'organisation et la gestion des équipes logistiques (employés PUI et travailleurs journaliers potentiels), ce qui donne la supervision directe à l'équipe nationale.

Ouverture de base et le soutien

logistique : Il / Elle supervise toutes les opérations logistiques nécessaires pour assurer l'ouverture adéquate et le bon fonctionnement de la base, et assure le déploiement des procédures logistiques internes standard.

Assurer l'information et la diffusion de l'information : Il / Elle assure que tous les rapports et informations diffusées auprès des services concernés.

Ne pas hésiter à regarder la description de poste ci-dessous pour tous les détails dont vous avez besoin.

Pour rester à jour avec nos nouvelles offres d'emploi, rejoignez notre groupe Facebook Mon emploi dans le domaine .

Ville Maiduguri

Expériences / Formation du candidat

De l'expérience:

Humanitaire

International

Technique

Connaissances et compétences:

Gestion d'équipe

Compétences logistiques

Logiciel :

Pack Office

Obligatoires Caractéristiques personnelles:

Les compétences en leadership et la capacité de prendre des décisions

Capacité à travailler de façon autonome tout en prenant des initiatives et en montrant un sens de responsabilité

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Organisation, rigueur et capacité à respecter les délais

Analytique (discernement, pragmatisme) et les compétences de synthèse

Possibilité d'afficher l'autorité, si nécessaire

La capacité d'adaptation et de faire preuve de souplesse organisationnelle

Capacité à travailler et à gérer les affaires de manière professionnelle et avec la maturité

Sens de la diplomatie

Écoute Strong, de négociation et de communication

Capacité à travailler avec divers partenaires, dans un esprit d'ouverture et avec des stratégies de communication adaptables

Possibilité de rester calme et de sang-froid

capacité générale à résister au stress et en particulier dans des circonstances instables

Capacité à intégrer l'environnement local dans les opérations, dans ses dimensions politiques, économiques et historiques

Capacité à mettre en œuvre diverses stratégies d'intervention sur la base de la logistique de sécurité difficiles, le contexte humanitaire, et d'adapter rapidement en réponse à de nouvelles contraintes (sécurité, logistique)

Langues parlées

Requis: Anglais

Souhaitable: français et / ou en arabe

Fonctions T e c h n i c i e n spécialiste

Activités L o g i s t i q u e , Mécanique

Pays Afrique, Nigeria

Contrat CDD

Durée du contrat

Employé avec un contrat à durée déterminée - 6 mois

Salaire / Indemnité

Revenu brut mensuel : de 1 815 à 2 145 euros en fonction de l'expérience de solidarité internationale + 50 Euros par semestre ancienneté PUI

Coût couvert: transport aller-retour vers et depuis la maison / mission, les visas, les vaccins ...

Assurance, y compris la couverture

médicale et les soins de santé complémentaires, assistance 24/24 et le rapatriement

Logement dans des logements collectifs

Dépenses de la vie quotidienne («Per diem») 7

Pause Politique : 5 jours ouvrables à 3 et 9 mois + casser l'allocation

Payé Leaves Politique : 5 semaines de congés payés par an + retour billet tous les 6 mois

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse ci-dessous avec le sujet suivant: «LOG-NGA».

Nom de la personne contact

Romain Gautier, agente des ressources humaines pour les expatriés.

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/01/2017

INFO GENDARMERIE NATIONALE



Les patrouilles : en résumé leurs buts , c'est pouvoir être le plus proche de vous et éventuellement faire cesser toute infraction ou vous soustraire de tout danger. En conclusion, nous rapprocher de vous!

Cependant pour que ces patrouilles soient réellement efficaces nous avons besoin de votre implication.

N'hésitez donc pas à aller vers nos éléments que vous croisez pour les renseigner ou porter vos préoccupations sécuritaires à leurs connaissances (constats faits par vous, situations ou voisinage suspects ...) .

Rappelez vous, tout détail peut être important !

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service .



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR-ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

17 12 2016 AU24 12 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MONDEROU	22625340528
BAOWENDSOM	22625414499	NOUVELLE	22625306133
BEATITUDES	22625374711	PANACEA	22625366688
BENAIA	22625372830	PELEGA	22625350501
CAMILLE	22625366127	RAJIB TIGA	22625407588
CARREFOUR	22625332310	RIVAGE	22625341939
CENTRE	22625311660	SAINT BERNARD	22625451482
DESA	22625475050	SAINT JEAN	22625370033
ELITE	22625419177	SILMISSIN	22625372013
GOULMOU	22625436305	SILOE	22625315068
INDEPENDANCE	22625312717	SONG TAABA	22625366462
JOBER	22625455175	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
KABORE DOMINIQUE	22625384884	TRYPANO	22625332941
KENEYA	22625307138	WEND LA LAAFI	22625431213
KOSSODO	22625356304	WEND LAMITA	22625341587
LIBERTE	22625307452	YATHRIB	22625402388
MAGNIFICAT	22625412990	LE ROCHER	
MARE	22625341128		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poïda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



ANNONCES

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



Universités & Ecoles



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : isc@iscmail.org

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!**

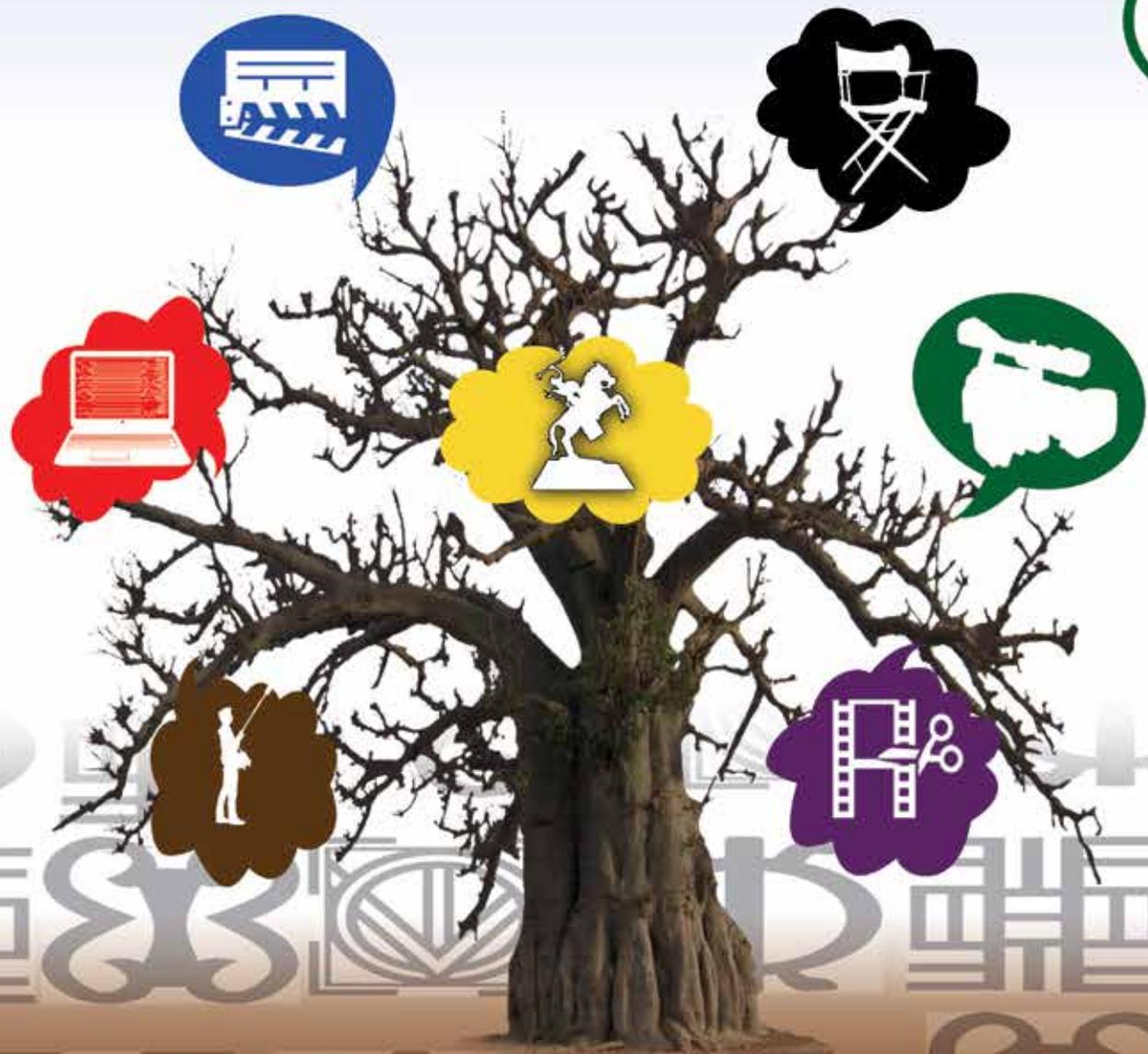
25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Graphic: Combing / P.201 / 01/12/2017